

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 25 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

F.C. ENROBES (ex AIN JURA ENROBES SA)

BP 28
ZI - 14 rue de l'Industrie
25660 Saône

Références : LB/MB/2024/L_13
Code AIOT : 0005902001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement F.C. ENROBES (ex AIN JURA ENROBES SA) implanté Lieu-dit Aux Troussent ZI n° 160 39140 Larnaud. L'inspection a été annoncée le 02/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- F.C. ENROBES (ex AIN JURA ENROBES SA)
- Lieu-dit Aux Troussent ZI n° 160 39140 Larnaud
- Code AIOT : 0005902001
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

L'exploitant précise en préambule que l'installation était en période d'inactivité de décembre 2021 jusqu'à la mise en service d'une nouvelle centrale d'enrobage (le 08/06/2022).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des rejets atmosphériques,
- surveillance des rejets d'eaux pluviales,
- surveillance des valeurs limites de bruit,
- registres déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 19.1	Sans objet
4	surveillance rejets atmosphériques : conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 20.1	Sans objet
5	surveillance rejets atmosphériques - contrôle des émissions	Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 21	Sans objet
7	registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
8	registre déchets recyclés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plans et schémas de circulation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 14	Sans objet
2	qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 16	Sans objet
6	valeurs limites de bruit : mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont globalement bien tenues et le site est propre.

Les résultats des mesures d'autosurveillance doivent être accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Les registres de déchets doivent être mis en place et tenus à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plans et schémas de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation de l'eau et des effluents comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...),- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. Ils sont tenus à jour à chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan présenté à l'échelle 1/1500, date du 27/11/2023 et contient les éléments attendus à l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, rejet eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux pluviales doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- température : < 30 °C- pH compris entre 5,5 et 8,5- MES : < 100 mg/l- HC totaux : < 10 mg/l
Constats : L'exploitant a transmis les résultats des analyses pour 2022 et 2023, réalisées par QUALIO "analyses & environnement". rapport d'essai n° 22/311/8, prélèvement du 07/11/2022 : <ul style="list-style-type: none">- température : 18,7 °C (< 30 °C) ;- pH: 7,8 (compris entre 5,5 et 8,5) ;- MES : 51 mg/l (< 100 mg/l) ;- HC totaux : < 0,06 mg/l (< 10 mg/l). rapport d'essai n° 23/151/11, prélèvement du 31/05/2023 : <ul style="list-style-type: none">- température : 24,6 °C (< 30 °C) ;- pH: 7,7 (compris entre 5,5 et 8,5) ;- MES : 74 mg/l (< 100 mg/l) ;- HC totaux : 0,17 mg/l (< 10 mg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Débit : 42 000 Nm ³ /h poussières : concentration : 20 mg/Nm ³ à 3 % O ₂ sur gaz sec flux : 0,5 kg/h SO ₂ : concentration : 50 mg/Nm ³ à 3 % O ₂ sur gaz sec flux : 1,6 kg/h AM du 2 février 1998 : NO _x : 500 mg/Nm ³ si flux > 25 kg/h
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques : l'un pour 2021 et deux autres pour 2023 (réalisées par la société SOCOTEC). Contrôle du 12 mai 2021 : <ul style="list-style-type: none">- production : 95 t / h ;- débit de gaz sec aux conditions normales: 36 012 Nm³/h ;- vitesse : 27,53 m/s (moyenne) ;- poussières : concentration : 40,71 mg/Nm³ (<i>concentration non corrigée à 3% d'O₂</i>) - flux : 1 466 g/h ;- SO₂ : concentration : 0,95 mg/Nm³ (<i>concentration non corrigée à 3% d'O₂</i>) - flux : 34,36 g/h ;- NO_x : paramètre non contrôlé. Contrôle du 21/03/2023 : <ul style="list-style-type: none">- production: 95 t / h ;- débit de gaz sec aux conditions normales: 32 717 Nm³/h ;- vitesse : 14,68 m/s (moyenne) ;- poussières : concentration : < 0,12 mg/Nm³ - flux : < 3,50 g/h ;- SO₂ : concentration : 0,44 mg/Nm³ (<i>concentration non corrigée à 3% d'O₂</i>) - flux : 13,18 g/h ;- NO_x : concentration : 57,61 mg/Nm³ (moyenne) (<i>concentration non corrigée à 3% d'O₂</i>) - flux : 1 875 g/h. Contrôle du 22/03/2023 : <ul style="list-style-type: none">- production: 95 t / h ;- débit de gaz sec aux conditions normales: 30 990 Nm³/h ;- vitesse : 14,64 m/s (moyenne) ;- poussières : concentration : 0 mg/Nm³ - flux : 0 g/h ;- SO₂ : concentration : 0,55 mg/Nm³ (<i>concentration non corrigée à 3% d'O₂</i>) - flux : 17,01 g/h ;- NO_x : concentration : 52,34 mg/Nm³ (moyenne) (<i>concentration non corrigée à 3% d'O₂</i>) - flux : 1 621 g/h. NON-CONFORME : En 2021, dépassement sur l'analyse pour la concentration et le flux horaire en poussières. En 2023, aucun dépassement relevé. A noter le changement complet de la centrale d'enrobage avec une mise en service le 08/06/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : surveillance rejets atmosphériques : conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 20.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Hauteur minimale de la cheminée : 15,1 m Vitesse d'émission des gaz : 16 m/s.
Constats : En 2021, La vitesse d'émission des gaz est de 27,5 m/s en moyenne, supérieure à la vitesse minimale d'émission de 16 m/s. NON-CONFORME: la hauteur de la cheminée est de 15 m inférieure à la valeur minimale. En 2023, sur les deux contrôles réalisés: NON-CONFORME: les vitesses d'émission des gaz sont inférieures à la vitesse d'émission minimale de 16 m/s. La hauteur de la cheminée, de la nouvelle centrale d'enrobage, n'est pas indiquée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : surveillance rejets atmosphériques - contrôle des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, un contrôle des paramètres définis à l'article 19.1 est effectué, selon les normes de référence, par un organisme choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. [...] Les résultats de mesures de ces contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures. Ils sont, le cas échéant, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Constats : NON-CONFORME: l'exploitant a fait un contrôle des rejets atmosphériques en 2021 et en 2023, mais pas en 2022. L'exploitant indique que en 2022, le contrôle n'a pas été réalisé à cause des travaux de changement complet de la centrale d'enrobage (période d'inactivité de décembre 2021 à juin 2022, date de la mise en service de la nouvelle centrale). Les résultats de mesures de ces contrôles ne sont pas transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures. Les résultats des mesures ne sont pas accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : valeurs limites de bruit: mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2000, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Valeurs limites de bruit Émergence Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf les dimanches et jours fériés : 5 dB (A). Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf les dimanches et jours fériés : 3 dB (A). Niveau maximum en limite de propriété Niveau de bruit pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés : 67 dBa. Niveau de bruit pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés : 60 dB (A).
Constats : Les mesures du 1er décembre 2022 ont été effectuées de 9h29 jusqu'à 13h11, donc uniquement en période diurne. Les mesures d'émergence effectuées de jour (émergence calculée au niveau des points ZER-1 et ZER-2 respectivement de 2,5 dB(A) et 0 dB(A)) montrent une installation conforme. Les mesures de bruit effectuées en limite de propriété donnent une valeur de LAeq de 62 dB(A), donc inférieur au seuil réglementaire de 67 dB(A).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les

déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
<p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>NON-CONFORME: l'exploitant n'a pas présenté de registre de déchets sortants lors de la visite d'inspection du 30/11/2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : registre déchets recyclés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ; <p>b) Concernant la nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ;

Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également :

a) Concernant la dénomination du déchet :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

b) Concernant la date de l'opération de traitement :

- la date du traitement du déchet ;
- le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ;

c) Concernant la destination des produits ou matières :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ;

d) Concernant l'acte administratif de sortie du statut de déchet :

- la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.

Constats :

NON-CONFORME:

A l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 susvisé, il est mentionné que " les déchets générés - de l'ordre de 15 tonnes par mois - sont constitués des rebuts de début et fin de journée ainsi que d'éventuelles fabrications non conformes.

Ces déchets sont - autant que possible - recyclés par réutilisation dans la chaîne de fabrication. En cas d'impossibilité, ils seront éliminés dans une filière autorisée à cet effet."

Par conséquent, l'exploitant doit tenir un registre des déchets réutilisés dans la chaîne de fabrication conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé, hors l'exploitant ne tient pas à jour un tel registre.

Type de suites proposées : Susceptible de suites